

La révolution et après ?

Qui sont ces étranges personnages qui sillonnent nos rues, arborant à dessein une inélégance recherchée et une arrogante agressivité ? Sourcil froncé, barbe hirsute, front marqué du sceau de la dévotion, sûrs d'eux-mêmes comme de la mission qu'ils se sont assignée, ils jugent, menacent, corrigent, s'il le faut, par le bâton, le couteau et l'épée, ceux qui savent encore créer, penser et aimer.

« Ce sont des Tunisiens, nous apprend M. Rached Ghannouchi, président du parti islamiste, Ennahdha. Ils ne viennent pas d'une autre planète ! » Certes. Je me frotte les yeux et je me dis : « Mais alors, viendrais-je, moi, d'une autre planète ? Mon pays, celui de mes parents et de mes aïeux, ne serait donc pas la Tunisie ? »

Le 23 octobre 2011, en effet, la géographie de notre monde change. Ce jour-là, une étoile éclaire le ciel tunisien. Le futur chef du gouvernement, M. Hamadi Jébalî, la voit. Il en décrypte aussitôt le sens et en explicite la portée : Dieu a désigné les braves, ils devront œuvrer à l'éveil et à l'unification du monde musulman, mieux encore, à l'instauration du VI^e Califat rachidien. Programme ambitieux et peu réaliste. Mais, l'ordre vient de Dieu et nul ne peut le négliger.

Malgré sa fatigue et son vieil âge, la Tunisie se plie alors au commandement. Horrifiée désormais par la proximité de l'Europe, terre honnie de Dieu, dont on peut user, telle une fille de joie, et que l'on peut donc, en toute conscience, lapider, la Tunisie se détache de la vieille Afrique.

Oubliant sa révolution de la misère, ses morts, ses blessés, ses revendications sociales, son aspiration à la liberté, elle avance, cahotante, à la recherche du lieu que nulle autre culture et nulle autre civilisation n'ont souillé de leurs empreintes. L'Arabie fascine, les Émirats et le Qatar aussi. On aime leur jeunesse, leur engourdissement intellectuel, on aime leur puissance, leur richesse, leur tapageuse dévotion, leurs lois charaïques, leurs femmes encapuchonnées, la prodigalité de leurs princes et leurs voitures rutilantes, le tracé de leurs larges avenues, l'accent traînant de leurs habitants et leur « onctuosité pateline ».

Eux au moins, n'ont pas été dépossédés par l'Occident de leur culture et de leur religion. Il ne leur a pas insufflé le venin du doute et du rire malfaisant. Chez eux, on ne chante pas, on ne danse pas, on ne peint pas, et, si par mégarde un mauvais génie s'amuse à les pousser à enfreindre la loi, ce n'est pas grave : ils se cachent. Le mal, comme chacun sait, est contagieux. Hommes du désert, ils attaquent sans détours. Ils dédaignent le langage allusif tissé de mots, d'images ou de dessins. Leurs principes sont clairs et tout simples. Ils s'énoncent en deux mots : *al-haram* et *al-halal* (le « licite » et l' « illicite ») et ils ont la netteté des lames, des couteaux et des épées qui sanctionnent leur manquement.

La révolution tunisienne est confisquée, et si bien confisquée que l'enthousiasme a cédé sa place au découragement. La déception et l'amertume marquent aujourd'hui les physionomies et les conversations des Tunisiens. La peur resurgit, avec ses

sœurs, l'autocensure et la délation. Bon nombre de nos concitoyens se demandent si la nouvelle Constitution verra le jour, si le pays ne court pas vers la guerre civile et s'il n'avance pas à reculons. Il y a quelques mois seulement, instruits par leur malheureuse expérience, nos amis algériens nous prédisaient un avenir similaire à leur passé, fait de violence et de haine. Nous jugions alors leurs propos absurdes et leur méconnaissance de notre pays avérée.

Aujourd'hui, nous les écoutons et nous nous disons : peut-être avaient-ils raison, car notre révolution n'appartient plus désormais à ceux qui l'ont faite, à ceux qui ont souffert de l'exclusion, de l'indigence matérielle, culturelle et morale, elle a été captée par ceux qui, se réclamant de l'islam politique, avaient été muselés, emprisonnés, torturés, sous le régime de Zine Al-Abdine Ben Ali.

Certes la répression dont ont été victimes les islamistes est sans aucun doute condamnable, et il ne viendrait à l'esprit d'aucun démocrate digne de ce nom de contester le droit de chacun à la libre expression de ses idées et de ses convictions politiques. Mais la mainmise de la Nahdha sur les institutions et les rouages de l'État – mainmise condamnée au demeurant par le président de la République lui-même –, sa volonté de détruire tout contrepouvoir, de museler tout contestataire, sa complaisance manifeste envers la terreur salafiste qu'elle couvre, voire la protection qu'elle lui accorde, ne peuvent ni se justifier ni être acceptées.

La Nahdha s'est imposée en toute légitimité. Nul ne le discute. Mais son relatif succès électoral l'autorise-t-il à laisser déferler des hordes de djihadistes qui s'appliquent à défigurer le paysage urbain, à annihiler toute différence ethnique, religieuse ou culturelle et à détruire les institutions ? Telle une secte, ces derniers formatent les esprits des enfants, distillant la haine et libérant une malsaine libido. Si un simple regard masculin sur une chevelure féminine ou un bras dénudé les indispose au point qu'il justifie l'enfermement des femmes, des jeunes filles et parfois même des petites filles derrière voiles et niqab, cela révèle une société malade.

Le gouvernement nahdhaoui de la troïka –l'a-t-on assez répété ? – est légitime. Cela est admis. Mais ce bon droit repose sur des discours fallacieux. Défenseurs d'un islam qui, selon leurs allégations, fut menacé, voire anéanti par Habib Bourguiba puis par Zine Al-Abdine Ben Ali, les nahdhaouis auraient été alors peu soutenus par une société civile qui, de par son silence, se serait rendue complice des exactions de la dictature*.

Cette argumentation, somme toute habile puisqu'elle permet de culpabiliser une frange de la société civile – dont la résistance à la dictature n'est pourtant pas à démontrer (ATFD, AFTURD, LTDH, CNLT) – tout en sensibilisant une autre partie de la société au faux problème de la perte identitaire, nécessite aujourd'hui une mise au point.

Il semble abusif et même inexact d'affirmer une absence soutien de la société civile, comme ne cessent de le déclamer les constituant(e)s nahdhaoui(e)s, l'existence

même du Collectif du 18 octobre 2005 pour les droits et les libertés et de sa plateforme est une éloquente démonstration**. Rappelons, par ailleurs, que la répression n'était jamais relayée par les médias et que l'islam politique se réclamait alors d'aller à l'encontre des principes démocratiques. Le programme politique du Mouvement de la tendance islamique (MTI), devenu Ennahdha, en 1989, n'a pas laissé que de bons souvenirs.

En Tunisie, l'islam n'a jamais été menacé et il est déloyal de le nier. Contrairement aux déclarations de M. Rached Ghannouchi, Zine Al-Abdine Ben Ali a bien plutôt renforcé la pratique religieuse. En 1988, il réinstaura la *ro'yya*** ainsi que l'appel à la prière sur les chaînes de radio et de télévision. Les cérémonies religieuses étaient célébrées en grande pompe. Toutes ces pratiques n'étaient évidemment que calculs politiques et si elles relevaient, tout comme les enseignements des « salafistes », du pur formalisme, elles n'en révèlent pas moins l'enracinement évident de l'islam en Tunisie et la nécessité pour tout politique de compter avec cette réalité.

Habib Bourguiba, qui est aujourd'hui diabolisé, n'a jamais rejeté l'islam et en a fait son cheval de bataille contre le colonialisme. Lorsqu'en 1961, il a incité les Tunisiens à ne pas observer le jeûne, il a eu recours au langage religieux. N'a-t-il défini le travail et la lutte contre le sous-développement comme une forme de « djihad » suprême ? Et malgré son incontestable autorité, sa notoriété et la légitimité que lui avait conférées la lutte nationale, il fut alors contesté.

Ni les nahdhaouis, ni les dits « salafistes » ne peuvent prétendre aujourd'hui avoir pour mission de redonner force et brio à l'islam, en Tunisie. La religion musulmane y est déjà fortement implantée et la société tunisienne se montre d'ailleurs plutôt conservatrice. Ce traditionalisme séculaire a été entretenu et consolidé par la dictature de Ben Ali qui, deux décennies durant, s'est attaché à tuer la vie culturelle, à dévaloriser l'enseignement, les examens et les diplômes.

Les islamistes veulent démontrer que l'islam est menacé. Je ne le crois pas, ou je crois plutôt qu'il n'est menacé que par ces nouveaux musulmans, par leur ignorance affichée, par leur refus de réfléchir et s'instruire. Persuadés qu'ils n'ont rien à apprendre qu'ils ne savent déjà, ils s'érigent en donneurs de leçons, en prédicateurs, usant du verbe, des menaces et des armes, pour islamiser un pays déjà musulman.

Les islamistes, à vrai dire, ne tentent pas d'islamiser la société. Ils savent bien qu'elle est musulmane – parfois même jusqu'au fanatisme et à la xénophobie. Mais ils s'appliquent à réduire les libertés, à uniformiser la société, à achever l'œuvre d'abêtissement que Ben Ali n'a pas eu le loisir d'achever.

La Tunisie fait piètre mine aujourd'hui. Le déclin de ses institutions apparaît au grand jour, avec pour signe le délabrement de ses rues, de ses édifices, de ses commerces et même l'accoutrement fantasque de ses hommes et de ses femmes.

Gravats et ordures ménagères souillent villes et villages, plages et campagnes de la Tunisie. Le pays croule sous le poids de ses déchets et étouffe dans son air vicié. Y

a-t-il un petit bout de terrain nu, un rond point ou un bas-côté ? on le convertit aussitôt en décharge. Personne ne s'en offusque : on se contente de balayer devant sa porte. Là où s'amassent des monticules d'immondices, un cafetier dresse sa terrasse : la clientèle s'en accommode. On sirote son café, on fume son narguilé. La saleté, on ne la voit plus ; les odeurs nauséabondes, on ne les sent plus. Mouches et moustiques peuvent toujours tourner, on les chasse d'un revers de la main. Le Tunisien est conciliant et ce n'est pas une légende.

On s'habitue à tout, on s'accommode de tout mais il est peu probable que les Tunisiens plient devant la terreur et se résignent à n'être plus eux-mêmes.

Rabâa Ben Achour-Abdelkéfi
Tunis le 28/08/2012

* Tout au long de son mandat, 2000-2011, le dernier bureau la ligue tunisienne des droits de l'homme a lutté pour la défense des islamistes.

* Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) qui s'est déroulé à Tunis du 16 au 18 novembre 2005, a constitué l'événement majeur de l'année 2005. Inattendu et opportun en raison d'un contexte sociopolitique marqué par un verrouillage de l'information et des moyens de communication, il offrait aux autorités, la possibilité d'améliorer leur réputation et aux partis de l'opposition, comme à la société civile, celle de se faire entendre et de dénoncer, devant la presse et l'opinion internationales, les dérapages du régime de Ben Ali.

Le 18 octobre 2005, un mois seulement avant la tenue du sommet, des personnalités politiques de tout bord (de l'extrême gauche aux islamistes nahdaouis, nationalistes arabes en passant par les islamo-progressistes, indépendants) et certains défenseurs des droits humains, se constituent en force de pression politique, entament une grève de la faim et créent un événement qui frappe avec force la crédibilité déjà chancelante du régime de Ben Ali.

« Le Mouvement du 18 octobre, écrit, Vincent Geiser, révèle qu'en Tunisie, les relations entre les militants et les responsables des différents courants idéologiques et politiques ont toujours été régulières grâce notamment à des lieux de débats et de luttes communs, tels que la LTDH qui, depuis plus de vingt ans, rassemble toutes les sensibilités du pays ou, plus récemment, le Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT fondé en 1997). En somme, le Mouvement du 18 octobre n'est pas un "accident" de l'histoire protestataire tunisienne mais bien le produit d'une longue habitude de "travail en commun" »

*** Cérémonie d'observation de la lune, le 28^e jour du mois de *ramadhan*, sous l'égide des autorités religieuses, permettant d'en déterminer la durée effective (29 ou 30 jours), de fixer la date de l'Aïd, et par conséquent la naissance du mois de *chawwal*.